

Droit de parole

Les luttes populaires au centre-ville de Québec > Volume 40, Numéro 8 > Novembre 2013 > www.droitdeparole.org

La marginalité entre en jeu



Pièce mimée de la troupe *Les merveilleuses têtes heureuses*, traitant du regard qu'on porte sur l'autre, de l'apparence de la prostituée, du drogué, de l'handicapé. D'abord isolé dans sa marge, chacun s'entraide à faire un premier pas. Ce théâtre de rue s'est déroulé à la Place d'Youville lors de la marche silencieuse du 22 octobre dernier.

PHOTO RÉAL MICHAUD

Une maison d'accueil pour femmes prostituées verra bientôt le jour au centre-ville. Gilles Simard a rencontré les fondatrices. p.6

La Ligue des droits et libertés demande à la Ville de retirer son couvre-feu. Depuis le printemps 2012, les amendements au Règlement sur la paix et le bon ordre touchent les itinérants qui accumulent les contraventions. Retour sur la marche silencieuse du 22 octobre dernier. p.7

Pour le droit de manifester!

Par **Lynda Forgues**

Le 27 octobre dernier, plus d'une centaine de personnes ont répondu à l'appel du collectif Subvercité pour une manif « légale » et ont marché dans les rues du centre-ville de Québec pour affirmer l'importance du droit de manifester. Rappelons que c'est l'administration Labeaume qui a fait adopter en 2012 des articles restreignant ce droit fondamental.

« Manifester est un droit, et la police n'a pas à décider arbitrairement qui va manifester, quand, de quelle façon et en passant par quel endroit » a affirmé l'une des porte-paroles. Le discours de fermeture a souligné l'incohérence du Parti

Québécois qui, en 2012, dénonçait la loi 78, mais demande maintenant de respecter les règlements municipaux anti-manifs. La porte-parole a ajouté: « La voie de la démocratie est la rue. Réapproprions-nous notre droit! »

La fanfare Tint(A)nar a joyeusement animé le défilé dont faisaient partie des manifestantEs venus d'aussi loin que du Saguenay, eux aussi aux prises avec un règlement semblable. Le Collectif Subvercité soutient qu'on a le droit de manifester, parce qu'on le prend, qu'une manifestation est justement faite pour cela, pour manifester quelque chose. Par définition, ça trouble et ça dérange. Sinon, ce n'est pas une manifestation, c'est une parade du Carnaval.



Manifestation du 27 octobre dernier.

PHOTO NICOLAS LEFEBVRE-LEGAULT

Lettres aux lecteurs

Survivre dans le communautaire

Les organismes communautaires sont présents dans la société pour aider la population à atteindre ou maintenir un état de bien-être au quotidien. En tant qu'organisme et intervenant, nous cherchons à améliorer la vie des ces personnes, mais qu'en est-il du nôtre? De notre propre bien-être? Nous luttons contre la pauvreté, l'itinérance, l'isolement, la famine, etc. Nous aidons les plus démunis à s'en sortir, mais nous, qui pense à nous? À cause des sous-financements et des coupures que le gouvernement impose aux organismes, nous devons choisir et balancer les budgets: moins de services aux usagers, mais aussi, moins d'argent pour payer les employés.

J'adore mon travail, mais est-ce normal que, malgré mes études en intervention, je sois sous le seuil de pauvreté au Québec et que je doive, moi aussi, avoir recours à des services communautaires pour bien vivre? J'aimerais sincèrement que ce ne soit pas le cas.

Claudia Lagacé

Maison des jeunes La Marginale, rue de la Durance, Québec

Le SQUAT Basse-ville: la suite

Le SQUAT Basse-Ville a comme mission d'offrir un filet de sécurité aux adolescents de 12 à 17 ans en fugue, à risque de rupture avec leur milieu d'appartenance ou bien en situation d'itinérance.

Toutefois, depuis les coupures de services en mars dernier, l'organisme connaît une importante baisse d'achalandage. Celle-ci résulte du fait que les adolescents développent de plus en plus un réseau dans la rue, puisqu'ils se heurtent aux portes fermées du SQUAT Basse-Ville, à raison de 3 jours par semaine. Certaines filles se font approcher pour faire de la prostitution. D'autres vont commettre des actes de délinquance pour combler leurs besoins de base. Les drogues de synthèse sont de plus en plus abordables et attirent les jeunes par leur accessibilité. Est-ce que les employés du SQUAT Basse-Ville sont les seuls à trouver cette situation inquiétante? Hélas, Mme Agnès Maltais, M. Régis Labeaume et évidemment Mme Véronique Hivon auraient le pouvoir d'influencer le sort de l'organisme et de ces adolescents, mais ne semblent pas se préoccuper de ces constatations.

Le nombre de fugues n'a pas diminué cette année. Malheureusement, celles-ci perdurent même de plus en plus dans le temps. Les conséquences sont de plus en plus lourdes. Il importe d'agir rapidement avant que ces adolescents soient ancrés dans l'itinérance et que les séquelles soient irréversibles. Est-il trop demandé de leur donner la chance de grandir en dignité? (...)

Les jeunes en fugue que nous côtoyons jour après jour ne devraient pas être mis à l'écart. Ils souffrent déjà assez comme ça. (...) Il faudrait bien que Mme Véronique Hivon, ministre déléguée aux Services sociaux et à la Protection de la jeunesse, se sente concernée par le sort des adolescents en fugue de Québec, car tous les enfants méritent d'avoir une chance de se développer sagement.

Maxime Dubé

Coordonnateur à l'intervention, SQUAT Basse-Ville

Petite victoire du communautaire

Par **Nathalie Côté**

À la suite d'une campagne de plus d'un an et demi qui a culminé le 24 octobre dernier par un grand rassemblement devant le parlement de 5000 personnes venues des quatre coins du Québec, la mobilisation des groupes communautaires a porté fruit. Ils ont obtenu des gains, si modestes soient-ils.

Les organisations communautaires du Québec demandaient des investissements supplémentaires de 225 millions de plus par année pour un financement adéquat de leurs activités, la plupart œuvrant en santé et services sociaux. Le 30 octobre dernier, le gouvernement québécois annonçait, contre toute attente, dans son document *La solidarité: une richesse pour le Québec*, une augmentation de 162 millions de dollars répartis sur une période de trois ans.

Pour le Regroupement d'aide aux itinérantes et itinérants de Québec (R.A.I.I.Q.), cette annonce est « une avancée pertinente qui (...) permettra de mieux accompagner (les) personnes qui vivent toujours en situation de précarité. » Au Regroupement des organismes communautaires de Québec: « nous saluons les efforts du gouvernement et nous nous engageons à poursuivre les travaux avec la ministre déléguée aux Services sociaux et à la protection de la jeunesse », note Vicky Brazeau.


Quand au Regroupement Québécois de L'action communautaire autonome (RQ-ACA), représentant plusieurs milliers d'or-

ganismes québécois, il « accueille cette annonce comme étant un pas important dans la bonne direction ». Sur les 162 millions, 120 seront accordés aux groupes en santé et services sociaux. Cependant, Pierre Valois, président du RQ-ACA rappelle que « c'est l'ensemble des organismes d'action communautaire autonome qui doivent obtenir des augmentations de leur subvention, et ce, dans tous les ministères. »

Et les groupes de défenses collectives des droits?

Quelle part de financement auront les groupes de défenses des droits? Rien n'est encore gagné pour eux. L'État serait-il moins enclin à subventionner ceux-là même qui le critiquent? Ils font pourtant un travail essentiel: ils défendent les droits des prestataires de l'aide sociale, des locataires, des sans-emploi, des consommateurs, des aînés, des personnes handicapées, etc.

Ils donnent la parole à ceux et celles qui ne l'ont pas. Ce sont de véritables lieux d'apprentissages et d'expression pour bien des citoyens et des citoyennes, voire le dernier rempart contre la pauvreté et la marginalisation. L'État a tout intérêt à valoriser leur développement et à les financer adéquatement. Pour Vania Wright-Larin du Regroupement d'éducation populaire et d'action communautaire de Québec et Chaudière-Appalaches: « On va y croire (à une augmentation de financement) quand le chèque va être rendu dans le compte. »



Conseiller en sécurité financière
Conseiller en assurances collectives

Michel Yacoub

- Assurance Collective
- Assurance Salaire
- Assurance Vie
- R.E.E.R Collectif
- R.E.E.R

505 14^e Rue
Québec, Qc. G1J 2K8
Tél. : (418) 529-4226
Fax : (418) 529-4223
Ligne sans frais 1-877-823-2067

Droit de parole

266, rue Saint-Vallier Ouest
Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043
info@droiddeparole.org

www.droiddeparole.org
Retrouvez Droit de parole
sur Facebook

Droit de parole a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre toutes formes de discrimination, d'oppression et d'exploitation.

Droit de Parole n'est lié à aucun groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-ville est responsable du contenu rédactionnel du journal. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs.

Droit de parole bénéficie de l'appui du ministère de la

Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec

Dépôt légal: Bibliothèque Nationale d'Ottawa, Bibliothèque Nationale du Québec
ISSN 0315-9574
Courrier de 2^e classe
No 40012747

Tirage: 16 000 exemplaires
Distribués porte à porte dans les quartiers du centre-ville.
Disponible en présentoirs
Équipe du journal: Simon M. Leclerc, Francine Bordeleau, Marc Boutin, Pierre Mouterde, Les Amis de la Terre de Québec, Michaël Lessard, Guillaume Marchand, Gilles Simard, Lynda Forgues

Coordination: Nathalie Côté
Collaboration spéciale: Marie-Josée Renaud, Marie-Jeanne Gagnon-Beaulieu, Malcolm Reid, Michaël Lachance, Renaud Pilote
Photos: Gilles Simard, Nicolas Lefebvre-Legault, ComPop, Renaud Philippe, Réal Michaud, Thomas Lamadieu, Guillaume D. Cyr

Illustrations: Malcolm Reid
Révision: Lynda Forgues
Design: Martin Charest
Webmestre: François Couillard
Imprimeur: Les travailleuses et les travailleurs syndiqués de Payette et Simms inc.

Tirage certifié
A.M.E.C.O.

Élections municipales à Québec

Se retrousser les manches

Par Pierre Mouterde

Les élections municipales de novembre 2013 auront au moins eu cela de positif : elles nous ont permis de constater de quel bois étaient faits nos adversaires ainsi que le chemin qu'il reste à parcourir si l'on souhaite que soient entendues les voix des secteurs populaires et progressistes de la ville de Québec. Une sorte d'électrochoc qui pourrait bien être salutaire!

Car la victoire de l'équipe Labeaume ne fait aucun doute : il a obtenu 74% des suffrages et 18 des postes de conseillers sur 21. C'est à peine moins qu'en 2009 (à l'époque, il avait gagné avec 79,9% en rafalant 25 conseillers sur 27), et compte tenu du fait qu'il avait en face de lui une équipe unie et relativement bien organisée (Démocratie Québec), on peut dire qu'il s'agit d'une écrasante victoire. Mais au prix de quelles manœuvres de bas-étage et de quels choix idéologiques partisans?

C'est là sans doute le seul bon côté de cette campagne 2013. Elle aura permis de faire la lumière sur les ficelles qu'il utilise. Il n'y a pas à s'y tromper : le maire Labeaume appartient à cette race de nouveaux politiciens qui tendent à confondre allègrement « démocratie » et « autocratie » et qui pour ce faire, flattent en bons démagogues les sentiments populaires les plus communs, tout en prônant ouvertement des politiques de droite et en appuyant sans vergogne le

milieu des affaires.

C'est là où gît la perversité de tels personnages : se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, en ne cessant à la manière de saltimbanques politiques trompeurs, de se poser en représentants de tous et toutes, alors qu'ils ne sont que les porte-paroles attitrés des intérêts de quelques-uns.

Des droits qui sont ceux de tous

Ce qui était devenu l'axe central de la campagne électorale de Régis Labeaume le montre bien : il s'est lancé dans des attaques en règle contre les syndicats et leurs fonds de pension, en surfant sur les révélations de la Commission Charbonneau et en jouant sur les amalgames les plus crasses. Comme si, dans leur ensemble (je ne parle pas évidemment de la FTQ-Construction), les syndicats n'avaient pas joué un rôle éminemment progressiste dans la vie du Québec depuis une quarantaine d'années en termes d'amélioration des conditions de vie de tous et toutes. Et comme si le fait de pouvoir disposer d'un fonds de pension pour lequel on a cotisé pendant toute sa vie ne devait plus appartenir à ces droits inaliénables qui sont le propre d'une démocratie.

Sordide affaire

Et tout chez lui est à l'avenant : à commencer par cette sordide affaire qui montre si éloquemment comment son pouvoir personnel est étroitement lié à celui d'un puissant monopole économique, Québecor. Après l'affaire de l'amphithéâtre (dont la gestion a été offerte sans appel d'offres

à Pierre-Karl Péladeau de Québecor), on peut difficilement être dupe d'une telle supercherie. Trois jours avant la fin de la campagne, voilà que le Journal de Québec (propriété de Québecor) publie à la une une vieille affaire de violence conjugale ayant impliqué, 20 ans en arrière, son principal adversaire, David Lemelin, pour laquelle celui-ci avait pourtant obtenu le pardon de la cour.

Bonnes âmes

Bien sûr les bonnes âmes vous diront que les citoyens ont droit de savoir, ou encore que Labeaume a le mérite d'être un homme entreprenant, ayant le courage de ses idées, là où tant d'autres paraissent semblables à des couleuvres. Mais elles oublient bien négligemment, dans quel cadre concret tout cela se passe : celui d'un formidable monopole médiatique faisant par exemple que deux grandes familles (Péladeau et Desmarais) contrôlent 97% du lectorat de la presse écrite au Québec, interdisant dans les faits que toute pensée alternative puisse disposer d'un poids ou d'une légitimité quelconque; celui aussi d'une implacable hégémonie néolibérale qui a fini par vous faire imaginer que les mots « être courageux » ou « entreprendre avec audace » ne pouvaient rimer qu'avec l'univers « libre » des marchés financiers, quand ce n'est pas avec de la pure et simple escroquerie.

Puissant vent de droite

La victoire de Labeaume n'est nullement un événement fortuit. Elle corres-

pond à ce vent de droite qui souffle sur la société entière et à cette puissance des élites financières et économiques qui, de plus en plus, font la pluie et le beau temps au pays du Québec.

Elle correspond aussi à cette absence d'opposition forte et articulée qui tant dans la rue qu'au Conseil de ville pourrait d'une voix unie exprimer avec force les demandes si nombreuses qui sourdent de la société civile d'en bas.

- Pour que l'environnement urbain -- poussières de nickel et Anse-au-Foulon obligent -- soit respecté en particulier de la part du Port de Québec.

- Pour que la re-densification urbaine ne soit pas pensée sans la participation citoyenne

- Pour que le déplacement en ville soit planifié sur le mode collectif et non sur le mode de la seule voiture individuelle.

- Pour que les habitants de la ville de Québec ne soient pas considérés uniquement comme des payeurs de taxes, mais comme des citoyens à part entière dont on veut être le digne représentant et non le sinistre manipulateur.

- Pour que le monde ordinaire (ce 99% de la population) soit entendu autant, sinon plus, que celui des affaires, puisqu'il ne dispose pas a priori de moyens pour le faire.

On le voit, les aspirations à des changements de fond ne manquent pas : il ne reste plus qu'à se retrousser les manches.

À *Droit de parole*, on veut être de la partie.

À qui le quartier?

Par Nathalie Côté

On se souvient de la démolition en février 2010 de la façade de l'église Saint-Vincent-de-Paul. Triste moment sur la côte d'Abraham... Dire qu'il y avait aussi là, jadis, une piscine publique et un gymnase. Tous deux démolis il y a 40 ans pour faire passer l'autoroute. Depuis la démolition de la façade, il y a trois ans, le propriétaire, Jacques Robitaille, y exploite un stationnement illégal à ciel ouvert et l'hôtel promis n'est toujours pas construit.

Les résidants et les résidantes du quartier Saint-Jean-Baptiste en ont assez et après un forum citoyen, ils ont manifesté le désir d'y voir construits un jardin et une coopérative d'habitation. C'est dans cette perspective qu'ils ont fait une action le 1er novembre au petit matin pour faire entendre leurs voix. Selon le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste : «La Ville de Québec devrait reprendre le contrôle du site pour développer un nouveau plan d'aménagement à échelle humaine.» Ce serait vraiment innovateur de voir sur ce terrain, plutôt qu'un énième hôtel, un lieu qui réponde aux besoins de la population du quartier. Et que cet espace reprenne sa vocation collective première.



Action des militants du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste le 1er novembre dernier.

PHOTO COURTOISIE COMPOP

Le groupe *Vivre en Ville* De beaux principes qui s'évaporent au contact du réel

Par Marc Boutin

Quelques jours avant le référendum sur l'îlot Irving, en février 2012, le groupe *Vivre en Ville* a fait une sortie médiatique calculée pour accaparer l'attention de la presse en se prononçant en faveur du projet de neuf étages du promoteur GM Développement à l'intersection des rues Saint-Jean et D'Aiguillon.

Connaissant les principes que *Vivre en Ville* met de l'avant pour le développement durable et la promotion de la vie urbaine, le Comité du Non au projet de

l'îlot Irving fut frappé de stupeur. On s'attendait d'un groupe, que d'aucuns - naïvement peut-être - croyaient politiquement neutre, à une position à tout le moins nuancée, sinon carrément critique, d'un projet Irving qui, en plus de ses défauts intrinsèques et de ses entorses aux règlements, avait l'aval de la peu reluisante administration Labeaume. Pourtant, l'appui de *Vivre en Ville* au projet était sans équivoque.

Cette sortie n'ayant pas eu l'effet escompté sur les résultats du référendum et le groupe étant par la suite revenu sur ses positions, ce qui parut une erreur de parcours fut bientôt oubliée.

Récidive

Voici qu'en 2013, l'histoire s'est répétée dans l'affaire de l'îlot Esso. Le groupe s'est porté encore une fois à la défense d'un promoteur dont le projet ne respectait pas le zonage. *Vivre en Ville* semait à tout vent, vantant la pertinence et le bas prix des petits logements qui auraient été « mis sur le marché » et a tenté de politiser l'affaire au maximum. Une bonne vieille chambre de commerce n'aurait pas mieux fait.

Un des arguments pour appuyer le promoteur de l'îlot Esso était qu'il s'agissait d'un projet de « densification douce ». Bien sûr, l'édifice n'a pas neuf étages comme à l'îlot Irving mais, dans les deux cas,

le vrai problème ne venait pas seulement de la hauteur, mais du fait que les projets contrevenaient au zonage et que ces entorses aux règlements avaient l'aval d'une l'administration municipale élue et rémunérée justement pour voir à leur application (des règlements et non des entorses).

Le zonage en milieu urbain

Le zonage résidentiel dans un centre-ville n'est pas une réalité anodine. Il est un outil vital pour celles et ceux qui veulent « vivre en ville », un outil essentiel pour maintenir le haut taux de densité des quartiers centraux habités, pour protéger leur qualité de vie et la vitalité des rues commerciales comme les rues Saint-Jean et Cartier.

Une densification qui outrepasser les règles génériques du zonage dans un milieu urbain déjà très dense, comme le faubourg Saint-Jean ou le quartier Montcalm, ne peut en aucun cas être qualifiée de modérée. Le zonage assure la qualité de vie urbaine en préservant la transparence des logements (mitoyenneté) et l'accès à une cour privée. Il protège contre l'effet du vent et les déficits d'ensoleillement en limitant les discontinuités de hauteur. En s'opposant au surdimensionnement des bâtiments, il assure la pérennité du cadre bâti continu et du lotissement parcellaire, deux aspects formels qui favorisent les mixités fonctionnelles tant horizontales que verticales. Rien là qui contredise les grands principes de *Vivre en Ville*.

Zonage à la pièce

Il reste un autre point à prendre en compte qui est du domaine de la justice spatiale. Accorder une dérogation majeure aux règlements de zonage à un propriétaire lèse le droit de tous les autres qui devront se résigner ou, s'ils ont assez de fric et les contacts qui viennent avec, réclamer le même traitement. C'est reconnu par tous les experts, le zonage à la pièce est la pire menace pour un quartier urbain habité. Il nous a déjà donné plus d'une verrue urbaine. Les exemples abondent, mais pensons seulement à la Tour Saint-Jean et à l'édifice du Bell, rue Lavigneur.

La morphologie et la structure sociale de la partie que les citoyens, par des luttes urbaines pour faire respecter le zonage, ont réussi à préserver des quartiers centraux actuels ainsi que la volonté de reconnaître l'importance du processus historique (une articulation progressive du cadre bâti) qui a conduit à la réalisation de ces quartiers, doivent donner l'exemple et servir de guides pour le développement des nouveaux éco-quartiers que le groupe *Vivre en Ville* souhaite voir surgir sur le territoire de Québec.

Signalement à gauche, virage à droite

Les prises de position publiques de *Vivre en Ville*, dans les cas des deux îlots mentionnés, laissent croire que le groupe serait favorable à une déréglementation de type néo-libéral en matière d'urbanisme. N'y aurait-il pas là contradiction avec l'esprit, sinon la lettre, des excellents principes mis de l'avant dans les publications de *Vivre en Ville* pour le « développement de collectivités viables »?

On peut penser à ces politiciens innombrables qui, en campagne électorale et sur la base de grands principes démocratiques, signalent à gauche et promettent de défendre les droits des citoyens en cas de litige. Une fois élus, quand vient le temps de prendre position dans une situation de rapport de force entre valeurs collectives et gain privé, ces mêmes politiciens virent à droite et prennent invariablement la part du privé.



**QUAND IL SERA TEMPS DE LA CHANGER,
IL SERA ASSEZ GRAND POUR LE FAIRE.**

Les ampoules à DEL homologuées ENERGY STAR® :

- une durée de vie 25 fois plus longue que celle des ampoules à incandescence;
- une économie d'énergie de 80 % par rapport à ces mêmes ampoules.

Jamais économiser l'énergie n'aura été aussi avantageux.

AMPOULE À DEL
7\$ de rabais à la caisse par ampoule chez les détaillants participants.

Offre valide du 11 octobre au 24 novembre 2013.

ENERGY STAR
HAUTE EFFICACITÉ
HIGH EFFICIENCY

hydroquebec.com/del

Hydro Québec

Pourquoi du stationnement au centre-ville?

Pendant que les uns rêvent d'une ville durable axée sur le verdissement, la marche, le vélo et les transports en commun, les autres souhaitent un accès plus facile au centre-ville en voiture. Réflexion sur deux idées qui s'affrontent.



40 / 



40 / 



40 / 

Source : Accès transports viables. PHOTOS RENAUD PHILIPPE

Par Marie-Josée Renaud et Marie-Jeanne Gagnon-Beaulieu, membres du Comité citoyen de Saint-Roch

Résidents, commerçants, promoteurs immobiliers, visiteurs d'un soir ou de plusieurs jours, tout le monde a son opinion sur le stationnement au centre-ville. La divergence de ces opinions nous indique que nous sommes loin d'un consensus sur la question. Lors d'une allocution devant l'Association québécoise des transports (AQTr), le maire Labeaume n'a pas seulement exprimé le souhait d'élargir les autoroutes, il a aussi clairement exprimé son désir d'augmenter le nombre de stationnements au centre-ville.

Le stationnement de surface : une plaie urbaine

Discutons d'abord des effets néfastes des stationnements pour la communauté. On peut facilement s'accorder sur le manque d'esthétique d'un stationnement de surface, qui n'a d'autre utilité que d'y laisser des voitures et qui se transforme en mer d'asphalte en soirée lorsque la demande est moins forte. Désertiques en dehors des heures de bureau, ils créent des lieux peu sécuritaires qui nuisent à l'émergence et à la consolidation de la vie de quartier. En effet, ces stationnements occupent de vastes espaces qui ont pour effet de morceler la trame urbaine et de décourager l'utilisation de transports actifs, particulièrement les déplacements à pied. Autant de raisons qui militent en faveur de la diminution si ce n'est de la disparition des stationnements de surface. On pourrait croire qu'en dissimulant les stationnements sous terre, on enrayer ces problèmes. Pourtant, la question est plus complexe.

L'impact de l'offre de stationnement

De nombreuses études confirment ce que le gros bon sens nous dit : l'offre de stationnement à destination a un impact

sur le choix du mode de transport. La présence de stationnements et la facilité de circuler en voiture dans un espace attirent l'automobiliste en nous et a pour effet d'augmenter le nombre de personnes qui choisiront la voiture comme moyen de déplacement. Rien pour résoudre la congestion routière qui est de plus en plus présente sur les routes de Québec, une situation pénible pour tous, mais dont les citoyens du centre-ville font particulièrement les frais.

Densifier! Voilà le leitmotiv de l'heure. Pourtant, la voiture ne peut pas occuper tout l'espace si nous voulons un centre-ville densifié. Tous ces kilomètres carrés que l'on prend pour immobiliser un gros objet pendant 95 % de sa durée de vie, on s'en prive pour d'autres usages. On l'enlève aux résidents, aux marcheurs, aux cyclistes et aux enfants qui voudraient jouer. Donald Shoup s'est penché sur la question et arrive à la conclusion que cet espace est semi-privatisé (usage exclusif aux automobilistes) et largement subventionné (il vaudrait 124 \$ par mois par case de stationnement, selon des données de 1994)¹.

En plus de la perte d'espace public et de qualité de vie dans nos quartiers centraux, mentionnons que, si le stationnement attire la voiture, en augmenter le nombre signifie aussi augmenter le trafic, et donc diminuer la qualité de l'air, diminuer la sécurité dans le quartier, diminuer le nombre de cyclistes, diminuer le nombre d'usagers du transport en commun, diminuer le nombre de piétons et même diminuer les interactions entre voisins.² N'oublions pas, aussi, les nombreux effets néfastes d'une société « tout à l'auto » sur la santé.

Québec à contre-courant?

La ville de Québec, comme la majorité des villes de son acabit, possède une norme minimale de stationnement. Autrement dit, tout commerce et toute

nouvelle résidence doivent prévoir un minimum de stationnements. Cette mesure engendre plusieurs effets négatifs, notamment l'augmentation (drastique, dans le cas du stationnement souterrain) des coûts de construction pour les nouveaux bâtiments. On remarque que le nombre de demandes de dérogation afin de construire des bâtiments plus hauts que ce que le zonage original prévoit est élevé et qu'il est la principale source de conflits entre les citoyens, les promoteurs et l'administration municipale. Un exemple concret? On prévoit construire un édifice de 60 mètres soit entre 16 et 18 étages, à la place Jacques-Cartier, à côté de la bibliothèque Gabrielle-Roy. L'administration municipale a justifié cette hauteur par la nécessité de rentabiliser le stationnement souterrain de 300 places qu'elle imposera au promoteur. Est-ce que 300 espaces de stationnement de plus, c'est 300 voitures de plus qui entrent et qui sortent du centre-ville à tous les jours? Poser la question, c'est y répondre.

Il est intéressant de constater que, aux États-Unis et en Europe, certaines villes ont inversé la règle de stationnement minimum et prévoient plutôt des normes maximums de stationnement. Le résultat, combiné à des actions favorisant le transport actif et collectif telles que l'installation de pistes cyclables, la construction d'un réseau de tramway, et l'instauration de rues piétonnes ont permis d'améliorer la qualité de vie dans le centre-ville en diminuant sa pollution, en augmentant sa sécurité et surtout en redonnant plusieurs espaces aux citoyens.

La recherche d'un équilibre, un élément essentiel

Y a-t-il trop peu de stationnements ou trop de voitures? Il importe d'avoir une approche intégrée et d'agir à la fois sur l'amélioration de l'offre en transport en commun et sur la création d'obstacles aux automobiles en ville. En effet, le transport

en commun, s'il demeure lent et cher, ne sera jamais assez attirant pour des gens possédant une voiture dans une ville planifiée pour elle. Inversement, restreindre l'accès des voitures au centre-ville sans planifier sa desserte autrement, c'est le vouer à sa dévitalisation. Le but est donc de réduire peu à peu les besoins en stationnement en planifiant les autres modes de transport, en agissant sur les mentalités et en utilisant des outils réglementaires restrictifs qui pourront se mettre en place peu à peu. Par exemple, Londres et Stockholm ont instauré un péage pour entrer au centre-ville, ce qui a considérablement diminué la congestion et la présence de voitures. Seule une approche cohérente pourra avoir l'effet escompté : diminuer le nombre de voitures au centre-ville.

Dans l'intervalle, il est également souhaitable d'agir sur l'aspect et l'utilisation des stationnements. Les stationnements de surface, souterrains et à étages peuvent être camouflés et optimisés. On peut penser les verdir pour réduire l'effet d'îlots de chaleur urbain, cultiver des légumes sur leur toit, ou encore produire de l'énergie renouvelable en les tapissant de panneaux solaires. Certains stationnements pourraient même changer d'usage la nuit venue ou les fins de semaine afin d'animer la vie de quartier.

En attendant, la preuve n'est toujours pas faite qu'il manque de stationnements au centre-ville de Québec et il est possible que ceux existants ne soient tout simplement pas connus de la majorité des visiteurs. Avant d'en augmenter le nombre, nous invitons l'administration municipale à optimiser ceux existants et à réfléchir aux conséquences qu'une augmentation de l'offre de stationnement au centre-ville aura sur la qualité de vie de ses résidents.

1- Donald C. Shoup, The high Cost of Free Parking,
2- La célèbre urbaniste Jane Jacobs a largement documenté ces impacts

La Ligue des droits et libertés demande le retrait du couvre-feu

Par Michaël Lessard

La marche sous une petite pluie a commencé par l'intervention de Nancy Roy qui a rappelé l'histoire d'une de ses amis décédée en silence sur un stationnement à Québec. C'est pourquoi cette marche fut silencieuse, pour rappeler tous les gens qui, en silence, meurent pourtant dans nos rues et que la société et le politique ne veulent pas voir, ni réellement aider. Près de 70 personnes étaient présentes pour cette marche contre la répression des personnes marginalisées, initiée par Nancy Roy et appuyée par sept organismes d'aide de Québec.

«L'objectif est de faire cesser la répression policière pour la remplacer par des services adaptés à la réalité des personnes marginalisées», explique Sébastien Harvey de la Ligue des droits et libertés de la section Québec.

Des amendes répressives aux personnes marginalisées

Des personnes itinérantes reçoivent des milliers de dollars d'amendes pour flâner. «Une personne itinérante, n'est-ce pas normal qu'elle soit assise sur un banc de parc?», demande M. Harvey de la Ligue. En plus des personnes itinérantes, ce sont diverses personnes marginalisées qui reçoivent des amendes. Le fait que ces amendes ne sont presque jamais émises contre les personnes n'ayant pas l'air marginal, amène de nombreux mouvements sociaux à dénoncer ce qu'ils qualifient de profilage social. Cet état de fait a été confirmé par

des recherches de la Commission des droits de la personne et de la jeunesse et il a été dénoncé par le Barreau du Québec.

Plusieurs règlements municipaux fournissent à la police un large éventail d'amendes. Les plus utilisées sont celles pour flâner et contre le fait de dormir sur un banc de parc. De nouveaux articles ont été adoptés en 2012 par le conseil municipal du maire Labeaume. Les personnes itinérantes peuvent facilement recevoir des amendes en vertu de ces nouveaux articles sur la «Paix et le bon ordre», qui interdisent de se créer un abri de fortune, d'être dans un parc après 23 h et même d'être présent à un attroupement sur le domaine public entre 23 heures et 5 heures». Le nouveau règlement interdit aussi toute manifestation spontanée sur un trottoir ou dans un parc sans d'abord aviser le SPVQ du rassemblement. De nombreux organismes à Québec ont dénoncé ce règlement et jugent qu'il sera appliqué exclusivement contre des personnes marginalisées, mais aussi qu'il va à l'encontre des manifestations moins appréciées par la Ville.

Remplacer la répression par des services adaptés

Les services demandés sont un «drop in» (espace d'accueil libre), une clinique de santé, un site d'injection supervisé (SIS) et une clinique juridique, tous adaptés aux personnes marginalisées, surtout au centre-ville.

Le nouveau projet drop-in fut annoncé au micro, soit un centre avec un haut taux d'acceptabilité, c'est-à-dire que les personnes rejetées ou bloquées par d'autres refuges pourraient espérer trouver un endroit chaud et accueillant malgré tout. Ce



Manifestation du 22 octobre dernier.

PHOTO RÉAL MICHAUD

dernier inclut désormais le Projet Lune (elles étaient présentes à la marche) qui vise à donner un lieu d'accueil par et pour les femmes prostituées.

«La Cour suprême du Canada a considéré les SIS comme des services essentiels et on s'entend que cette cour surpasse ce qu'en pense la cour municipale ou la mairie de Québec» a déclaré au micro le porte-parole de l'ADDICQ (L'Association pour la défense des droits et l'inclusion des personnes qui consomment des drogues de Québec). Il ajoute que «le service, pour fonctionner, doit être situé près des endroits où sont les gens concernés. Il sera dans le quartier Saint-Roch et non pas ailleurs».

Nico est venu au micro pour témoigner qu'il est consterné par le grand nombre de décès chez des jeunes qu'il a côtoyés à Montréal qui consommaient des drogues dures. Il plaide donc pour un SIS à Québec,

car «c'est prouvé qu'un tel service sauve vraiment des vies».

Théâtre de rue pour la solidarité

À la Place d'Youville, quatre personnes ont joué une petite pièce de théâtre silencieuse. Un citoyen marche, mais il ne voit pas un homme itinérant au sol. Il ne voit pas non plus la personne assise au sol qui s'injecte une drogue intraveineuse, ni la femme prostituée sur la rue. Soudain, quand les trois semblent faibles ou mourants, le citoyen se rend compte de leur présence, les aide à se relever et à s'unir en solidarité. C'était le fruit du théâtre les *Merveilleuses têtes heureuses*, une troupe-école de théâtre d'intervention et de sensibilisation en santé mentale.

Étaient présents aussi des membres de Points de repère, du Projet d'intervention prostitution Québec (PIPQ) et du Relais Chaumine.

Les années passent...

35 ans à réinsérer et maintenir dans la communauté.
 35 ans à accueillir humainement et sans condition.
 35 ans à offrir un lieu où tous les exclus peuvent se réunir.
 35 ans à écouter des histoires de vie empreintes de vulnérabilité et de résilience.
 35 ans à accompagner des personnes dans l'espoir d'une vie plus digne.
 35 ans à redonner un peu de pouvoir à tous ceux qui en ont été dépossédés.
 35 ans à lutter contre la discrimination dans une société où la conformité aux normes apparaît comme un pré-requis à l'intégration.
 35 ans à dénoncer l'hégémonie de la bio-psychiatrie comme unique réponse à la souffrance psychique.
 35 ans à démystifier les préjugés les plus tenaces.
 35 ans à briser l'isolement en créant des liens plus sincères, plus puissants et plus humains.
 35 ans à œuvrer pour une reconnaissance pleine et entière de l'unicité de chaque personne.
 35 ans à faire croître et à alimenter la compassion.
 35 ans à tout tenter pour alléger quelque peu la souffrance.
 35 ans à défendre et promouvoir nos valeurs.
 Toutes les personnes qui ont gravité autour de *La Chaumine* peuvent être fières d'avoir contribué, d'une façon ou d'une autre, à faire de la ressource ce qu'elle est devenue 35 ans plus tard.
 Toutes les personnes qui évoluent encore aujourd'hui au sein de *La Chaumine* doivent prendre conscience de l'importance et de l'envergure que prennent toutes ces actions.
 L'acharnement et les efforts d'un nombre incalculable de personnes ont, non seulement, rendu possible la mise en œuvre de notre mission, mais ils ont également permis le rayonnement de nos valeurs.
 POURTANT...
 Cette fierté ne réussit pas à faire taire les sentiments d'indignation et de perplexité engendrés par la célébration de cet événement.
 Nous sommes...
 INDIGNÉES devant l'incohérence d'un système de santé qui marchandise la souf-

france humaine. Cette marchandisation se traduit par des soins austères et déshumanisants, où trop souvent, le seul traitement proposé est offert dans une dispill. PERPLEXES à l'égard de toutes les réformes du système de santé mentale incluant l'interminable et toujours plus désorganisée désinstitutionnalisation, qui trop souvent n'a fait que reproduire les soins caractéristiques de la période asilaire au sein de la communauté.

INDIGNÉES par cette déresponsabilisation collective face aux personnes les plus vulnérables. Celle-ci mène inévitablement à l'exclusion et à l'ostracisme d'une partie de nos semblables. Comment pouvons-nous nous priver de ce capital humain? PERPLEXES devant notre incapacité à assurer amour et sécurité à nos enfants. La maltraitance et les abus créent des traumatismes qui restent inscrits au cœur de l'identité de ces jeunes victimes pour toujours.

INDIGNÉES face au piètre état de notre filet de protection sociale censé fournir aux personnes dans le besoin tout le nécessaire pour vivre dignement. Comment est-il possible qu'en 2013 autant de personnes soient contraintes de vivre dans la rue ou encore, doivent faire l'impossible pour boucler un budget de 600\$ par mois? PERPLEXES face aux jugements négatifs de la population portés sur ces personnes fragilisées. Le mépris et l'indifférence qui leur sont témoignés jour après jour représentent certainement leur pire adversaire.

INDIGNÉES devant les 200 nouvelles maladies psychiques répertoriées dans le DSM-5. Jusqu'où ira cette médicalisation de la souffrance et des problèmes sociaux? Comment est-il possible que les personnes souffrant d'un problème de santé mentale aient encore besoin d'une ressource comme *La Chaumine* 35 ans plus tard? Comment est-il possible que 35 ans plus tard, les besoins n'aient cessé de croître et de se complexifier?

Nous rêvons du jour où *La Chaumine* n'aura plus raison d'être.

Même si nous adorons toutes notre emploi, nous rêvons du jour où plus personne ne sera payé pour apporter du soutien et de la compassion à tous les membres de notre communauté.

En attendant, qu'un vent de solidarité et de justice sociale souffle sur Limoilou, bon 35e à nous tous!!!

La Chaumine de Limoilou

Bientôt à Québec

Un refuge pour les « travailleuses du sexe »

Par Gilles Simard

Ce qui distingue fondamentalement le projet de maison de répit du groupe L.U.N.E de certaines ressources pour femmes telles la Maison Charlotte ou la Maison de Marthe¹, c'est qu'on se propose d'y accueillir à peu près n'importe qui, sans que ne soient appliquées les habituelles restrictions des refuges pour femmes. Une façon de faire plutôt rare dans le milieu tissé très serré du communautaire à Québec.

« Ça sera une sorte d'entre-deux entre la rue et la réinsertion, une chose qui manquait beaucoup à Québec, lance Amélie Bédard, jeune chargée de projet à l'œil pétillant, entourée pour l'occasion de Joannie, Chantal et Maya, toutes trois ayant dansé, travaillé comme escorte ou fait de la « prosto » au centre-ville. Toutes trois, aussi, ayant connu la perte d'estime de soi et la déchéance morale et physique inhérentes au soi-disant « plus vieux métier du monde. »

– « Moi, reprend Maya, une belle grande jeune femme aux multiples piercings qui se veut l'artiste du groupe, ce que j'aime de notre projet, c'est qu'il n'y aura pas de règlements trop sévères comme ailleurs dans le milieu... On va prendre les filles là où elles sont rendues » dit-elle, en faisant allusion à ses propres expériences d'itinérante et de consommatrice de drogues injectables, à l'époque où elle faisait la tournée entre la maison Charlotte, la W des femmes et d'autres ressources du genre. « Le problème, dit Maya, c'est que je fittais pas dans ça. J'étais encore une fille de rue et de méthadone... J'étais pas encore prête à arrêter sec comme ça. »

– « Ce qu'on veut, glisse à son tour Chantal, la comptable de l'équipe, c'est accueillir sans condition. Moi quand j'étais dans le creux de la vague, quand j'en étais rendue à faire des pipes pour 20\$, c'est pas de sermons dont j'avais besoin, c'est d'amour et d'accueil... Donc, on va accueillir puis, tant mieux si on crée une étincelle, une prise de conscience. Si c'est le cas, là on va référer la fille aux bons endroits, aux bonnes personnes » dit-elle, en parlant de leur centre de documentation et des multiples organismes auxquels L.U.N.E est associé.

Dans la foulée, Chantal avouera qu'elle peut enfin, grâce au projet de drop in, voir ses aventures passées non pas comme des échecs, mais bien comme autant d'expériences pouvant maintenant devenir utiles à d'autres filles qui voudront elles aussi émerger du brouillard.

Comment la communauté réagira-t-elle?

La maison de répit de six lits, exclusivement réservée aux femmes et qui sera opérée par des intervenantes et des pairs aidantes (d'ex-femmes prostituées), sera vraisemblablement située dans l'un ou l'autre des quartiers Saint-Sauveur ou Saint-Roch. Cela dit, à la lueur d'autres expériences passées et compte tenu, par exemple, du tollé provoqué par le projet d'implantation d'un SIS² à Saint-Roch, on pourrait penser que le drop in ne sera pas nécessairement accepté avec le même enthousiasme par tout le



Dans l'ordre : Amélie Bédard, coordonnatrice du projet, suivie de Joannie (représentations), Chantal (comptabilité) et Maya (volet artistique). PHOTO GILLES SIMARD

monde, une chose qui ne dérange pas trop Amélie, l'ancienne chercheuse universitaire à l'origine du projet.

« Il ne faut pas oublier, dit-elle, que c'est un projet expérimental d'un an et que nous ne sommes pas seules là-dedans. Outre le fait qu'on gère ça avec nos partenaires³, on a l'appui de la Ville, des policiers, du CRE et d'un grand nombre d'organismes du milieu. Bien sûr, les préjugés sont tenaces et... oui, probablement qu'il y aura des résistances, mais on ne doit pas s'arrêter à ça, sinon on n'avancera pas. »

– « De toute façon, souligne Chantal, on est habituées aux préjugés et au double regard des gens. Bon, c'est sûr qu'on ne va pas tout de suite se garrocher comme ça, n'importe comment, sur la place publique. On va prendre le temps et on va prouver aux gens que c'est un vrai besoin, notre affaire... »

– « Faut pas que tu oublies, intervient Joannie, que nous autres aussi on a des caractères forts. Ça fait que si, comme tu le suggérais, on avait des problèmes avec la communauté, si on était prise à partie par les radios poubelle, comme tu les nommes, et bien moi, je ne courberai pas la tête. C'est certainement pas eux-autres qui vont nous empêcher de fonctionner. Oui, la société est hypocrite, oui

elle a des œillères, mais quand même... Un besoin, ça reste un besoin! »

Pour donner une dernière chance

Et Joannie d'ajouter, en faisant allusion à la jeune Joëlle Tchernish, décédée il y a deux ans et retrouvée à moitié nue dans un stationnement : « Dans une société soi-disant évoluée comme la nôtre, y a personne qui mérite de mourir gelée dehors. Tout le monde – peu importe sa provenance, sa couleur et sa condition sociale – mérite d'avoir une fin de vie intéressante! »

Comme de bonne, à la suite de Joëlle Tchernish, on aurait pu aussi rajouter les noms de toutes ces femmes (et aussi de ces hommes) dont le parcours s'est tragiquement arrêté dans le banal anonymat d'une chambre crasseuse, le long d'un banc de neige sale, voire dans l'eau glauque et silencieuse de la rivière Saint-Charles. Autant de tragédies humaines qu'on aurait peut-être pu éviter grâce à une dernière chance, un dernier refuge.

1- Maison de Marthe : Maison pour les femmes ayant décidé de quitter la prostitution.

2- SIS : Site d'injection supervisé.

3- Partenaires : Pech, la Maison Marie-Frédéric, la Maison Revivre, le YMCA, le Centre Jacques-Cartier et aussi deux utilisateurs de service sont les partenaires décisionnels du projet de drop in.

Une subvention très attendue

Il y a peu, les membres du projet L.U.N.E¹, un organisme fondé en 2007 et qui est à l'origine de la mise sur pied d'une maison de répit (drop in) pour les « travailleuses du sexe » au centre-ville, recevait de la Conférence des Élus (CRE) une subvention très attendue de quelque 90 000\$.

Soucieux d'en apprendre d'avantage sur la bonne marche de ce nécessaire projet, Droit de Parole s'est donc invité au local du PIPQ², sur des Oblats, pour rencontrer Amélie, Joannie, Chantal et Maya, toutes quatre très engagées dans cette cause.

1- L.U.N.E : Libres, Unies, Nuancées, Ensemble: un projet né en 2007 d'une alliance entre le milieu communautaire (Point de Repères), une équipe de chercheurs de l'Université Laval et des femmes travailleuses du sexe et utilisatrices de drogues injectables. L.u.n.e est soutenu et hébergé par le PIPQ.

2- P.I.P.Q. : Projet d'Intervention sur la Prostitution à Québec

La gauche canadienne

On a jaser du Québec... de stratégie... de justice sociale...



Par **Malcolm Reid**

Le Québec vit une relation avec le Canada anglais, on peut le dire, non? C'est un truisme. Peut-être que l'indépendance s'en vient, ou peut-être que la fédération va continuer. Mais ce vivre-avec entre nations voisines a deux siècles de fait... et il va exister aussi dans les siècles futurs. Moi, voyant les choses culturellement, je ressens une « indépendance » qui est déjà commencée. (Depuis 1976 peut-être?) Un vivre-avec qui est déjà une coexistence de deux souverainetés.

Le hic, c'est l'État. Le seul drame qui passionne les deux souverainetés également, c'est le drame parlementaire à Ottawa. Le régime actuel dans cette capitale, c'est un bon forum des droites. *Privatize!* Privatisons! Les droites se comprennent. Mais le forum des gauches, elle, n'est pas encore ouvert. Mon article va chercher à ouvrir le forum.

La gauche canadienne anglaise, où en est-elle?

Le Canada anglais a-t-il une gauche? Moi je n'ai jamais eu de doute là-dessus, car j'ai été élevé dans la gauche canadienne-anglaise, un univers qui constitue la sève de ma culture. Même enraciné aujourd'hui au Québec, je ne peux pas ne pas avoir ces racines. Je ne peux pas analyser les choses sans elles.

Et la semaine dernière, une remarquable occasion de jaser avec la gauche canadienne-anglaise m'est échue. Je n'avais rien fait pour ça! Par pur hasard, j'avais commencé la lecture d'une biographie d'un des grands de la gauche canadienne-anglaise, Tommy Douglas, juste la semaine précédente. Ça adonnait bien.

La *Canadian Union of Public Employees*, ou Syndicat canadien de la fonction publique, était en congrès au Centre des congrès, et des Canadiens-anglais de gauche en grand nombre sont venus prendre leur café au même café où moi je prends mon café. (Leur syndicat compte 650 000 membres.)

Elles étaient là lundi. (Des femmes de Windsor, Ontario.)

Ils étaient là mardi. (Employées scolaires d'Oakville, Ontario; un couple de Vancouver.)

Ils étaient là mercredi. (Des Saskatchewanais.)

Ils étaient là jeudi. (Winnipeg, lieu-saint de la *Canadian Left*. Et Calgary, plutôt conservateur.)

Ils étaient là vendredi. (Delta, B.C... Des SCFP québécois, aussi, sont venus vendredi.)

Samedi, le congrès était fini... Ils étaient encore là! (Colombie-Britannique; Nouvelle-Écosse.)

Tous ces gens sont des syndicalistes militants. Habituellement, ils sont des néo-démocrates assez ardents. Beaucoup sont actifs dans des mouvements communautaires, féministes, gais, écologistes. Ils sont des gens de la base. Voici ce qu'ils m'ont dit. Je commence à l'océan Pacifique.

Vancouver

Pourquoi si peu de gens votent? « Parce qu'ils ne voient pas la différence que ça ferait, dit un travailleur qui n'a qu'une semaine à faire avant sa retraite. Ils disent: « Tous pareils. » Ou alors: « Ils feront ce qu'ils ont en tête, qu'on proteste ou non. » C'est ainsi que certains électeurs voient les choses. »

Sa femme, plus jeune, venait d'être mutée à Edmonton par CUPE. (Kioupi, la prononciation est importante, et je vais appeler tout ce monde les *CUPE People*.) Elle est chargée d'implanter des syndicats. « C'est pas facile. On a des gouvernements conservateurs autour de nous. Loin d'être pro-syndicaux, hein? Mais Edmonton, aujourd'hui, est représentée par plusieurs néo-démocrates à l'assemblée législative. »

Une Américaine devenue Canadienne, secrétaire dans une école: « Mon mari m'a amenée ici, mais il est mort maintenant, d'un cancer. Des parents, des amis, m'invitent à rentrer en Californie. Mais la première année que j'étais ici, une amie m'a appelée quand son mari est tombé et s'est cassé le cou. Elle a été reçue à l'hôpital

sans qu'il soit question d'argent une seule fois. J'ai vu ça. Et ça m'a changée. »

Un père de famille avec son épouse et leurs deux filles: « On vient d'être défait au provincial, c'était dur. Mais je pense que notre chef était un peu trop gagné à une campagne propre, rien de négatif dans le discours. Il ne pouvait pas répondre quand ses ennemis le salissait. Il s'est marginalisé. »

Grand Forks, B.C.

Betsy, une veuve qui est secrétaire d'école dans cette petite ville près des Rocheuses:

« Moi je croyais à notre chef. C'était un bon gars. Mais les gens craignaient des hausses de taxes. Quand j'avais vingt ans, j'ai voté pour Pierre-Elliott Trudeau. J'avoue ce seul péché! Depuis, je suis une sociale-démocrate fidèle. »

Calgary, Alberta

« Ce que je veux que l'union fasse, c'est parler d'unité pas seulement à l'intérieur de CUPE, mais avec d'autres syndicats aussi. Des fronts communs. Ont-ils peur de faire ça? » Cet homme, je vais l'appeler Rolland, moustachu, col bleu pour la Ville de Calgary, est le seul *CUPE Person* qui ne m'a pas donné l'impression claire de ses préférences néo-démocrates. Sa femme et sa belle-fille étaient venues juste avant.

Son épouse m'avait raconté un bout de son histoire à elle. « Je suis des peuples aborigènes, qu'elle a déclaré. Je suis Crie. Et ma fille, elle est entrée dans l'Aviation canadienne. Elle est basée à Trenton, en Ontario. Elle est pilote. »

La Saskatchewan

Un premier couple; appelons la femme Greta, le gars John: « Nous sommes de Regina. Je suis originaire de Thunder Bay, en Ontario, mais après mon droit à l'Université de Toronto, j'ai eu une job de conseillère juridique pour CUPE, et ils m'ont envoyée en Saskatchewan. On a une grande tradition socialiste en Saskatchewan. Mais « *The Saskatchewan Party* » est apparu, et l'a knock-outé. Il y a une sorte de révolution néo-conservatrice en cours. Au début, le *Saskatchewan Party* avait un leader trop à droite. Il voulait privatiser tout, et le peuple a dit, « Mais on est fier de nos coops et de notre *Wheat Pool* ». Alors Calvert, le chef néo-démocrate, a pu le battre cette fois. Mais quand ils ont trouvé ce gars-ci, Monsieur Wall, il avait la modération nécessaire. Il a refusé de vendre l'entreprise d'état de potasse. Calvert s'est fané. Il était du NPD vieux genre, il était un peu un dinosaure. Et oui, les derniers NPDistes saskatchewanais à Ottawa, comme Dick Proctor, sont tombés. Des Conservateurs ont été élus.



anglaise m'a rendu visite

Est-ce qu'il faudrait un deal libéral-néo-démocrate pour déloger Harper? Peut-être. Peut-être un système proportionnel aiderait aussi.»

(Ce couple est venu deux jours plus tard et a relancé la conversation. «Nous avons de la force dans les deux nations, dites-vous, pour la première fois dans l'histoire du Nouveau Parti Démocratique? Vous appelez le Québec une nation? Je sais que Harper a adopté cette idée. Mais vous pensez que c'est vrai? Vous nous en donnez de la matière à réflexion! On s'y mettra une fois rentrés chez nous! Vous dites que le NPD a adopté une Déclaration de Sherbrooke sur le droit du Québec à l'auto-détermination? Faudrait qu'on sorte ce texte du tiroir, qu'on le lise attentivement. C'est sûr que vous avez raison, notre succès au Québec est une occasion à saisir.») Une heure après Greta et John, un autre duo est venu prendre un croissant. Deux collègues, pas un couple. Adele:

«Je suis de l'équipe de CUPE, et je suis aussi conseillère municipale à Saskatoon. Je suis élue par un quartier de l'ouest de la ville, un quartier de travailleurs. Alors c'est naturel qu'une syndicaliste soit élue, tu dis? Ben, j'espère que c'est grâce à mes idées urbaines aussi! Nous avons un maire pro-business, il a besoin d'être critiqué.»

Hugo: «Notre parti a changé profondément il y a deux ans? Vous avez peut-être raison. Peut-être qu'on ne s'est pas assez rendu compte. Parler avec vous me fait voir l'importance de l'élection de Mulcair comme chef. L'importance de tous ces députés québécois, Je vois ça plus clairement en parlant avec vous.»

Hugo était le seul parmi eux qui avait des notions de français, et qui les utilisait. Je l'ai incité à mettre de la chair sur les os, de s'inscrire à un cours, et de venir en homme-de-liaison néo-démocrate d'ici la prochaine élection. «Je ferai peut-être ça.»

Winnipeg

La femme blonde aux formes rondes était assise seule. Le congrès était fini, je ne l'ai pas reconnue comme syndicaliste.

«Je suis ici pour un congrès.»

«CUPE?»

«Oui! Je viens de Winnipeg, j'étais présidente du plus grand local au Manitoba. J'ai dû démissionner, m'occuper de ma mère, qui est malade, Mais je suis venue à Québec pour accompagner mon épouse.»

J'ai quitté la table où j'étais assis avec mon ami Marc. Je me suis approché.

«La justice sociale, c'est ça qui m'intéresse. Voilà pourquoi je suis néo-démocrate. C'est super de venir ici, de voir votre culture, j'aimerais apprendre le français. J'ai deux frères qui l'ont appris, ils sont à Montréal, ils ont épousé des filles francophones, Moi, j'ai aussi des enfants -- trois. La plus jeune a 18 ans.»

«Ah! Alors vous avez d'abord épousé un homme? Et plus récemment vous avez épousé une femme?»

«C'est ça. C'est la personne qui compte, non? Pas le sexe de la personne. Mais je peux vous dire: c'est plus reposant d'être mariée avec une femme.»

L'Ontario

Un premier groupe de Windsor; le lendemain, un groupe d'Oakville, près de Toronto.

Une des femmes, Linda, porte un coupe-vent brodé LES COMMISSIONS SCOLAIRES NE PEUVENT PAS MARCHER

SANS NOUS:

«Moi je vois le NPD comme le parti du peuple. Harper, il prend des décisions, il change le pays, c'est toujours pour les corporations, toujours pour les riches.»

Une de ses consoeurs, Carol: «Je vais vous dire ce que je n'arrive pas à comprendre. Je suis une femme. On a eu un combat pour avoir le droit de voter. On l'a eu en 1917, ou plus tard dans certaines places, Et maintenant il y a des gens, des femmes, qui ne prennent pas la peine de voter, J'suis pas capable de comprendre ça.»

La Nouvelle-Écosse

Mes seules *Maritimers*. Maggie et sa fille Christina, de Glace Bay, légendaire ville ouvrière sur l'île du Cap-Breton. Elles étaient là à la toute fin, samedi soir. Elles restaient, pour découvrir Québec. Maggie: «Notre parti vient de perdre le pouvoir à notre élection provinciale. C'est dur. Mais les gens craignaient des hausses d'impôt, je pense.»

J'ai essayé de lui dire combien l'Île du Cap-Breton était légendaire pour moi. «Je suis influencé par un roman. L'avez-vous lu? *Fall on your Knees*, de Anne-Marie Macdonald? Ou en français, *Un parfum de cèdre*? Glace Bay et ses mineurs sont là-dedans! Quand ils ont annoncé le Prix Nobel, j'ai crié, Ça aurait dû être Anne-Marie Macdonald!»

«Oui, je l'ai lu. Mais c'est beau qu'Alice l'ait eu, le Prix Nobel, quand même» répondit Maggie.

La grande question de ce mouvement, je dirais, c'est de trouver comment couvrir ensemble les deux moitiés du mouvement. La moitié canadienne-anglaise, vieille de 50 ans (de 70 ans, si on compte la période CCF), et la moitié québécoise, toute neuve. Il m'était un peu difficile de trouver les mots pour poser cette question aux CUPE People. Ce sont des gens qui peuvent pressentir cette tâche un peu,

«C'est toujours pour les corporations, c'est toujours pour les riches»



mais ils ne savent pas comment s'y prendre. Ironie, le seul groupe de leur syndicat qui était froid envers le NPD, c'était les Québécois francophones. J'ai parlé brièvement en français avec un groupe en santé-et-sécurité-au-travail; ils étaient des SCFP solides, mais ils semblaient peu enclins à troquer leur élan bloquiste et péquiste pour une forme NPDiste, même pas celui qui m'a dit: «L'esprit social-démocrate québécois est là, il prend diverses formes.»

Il y a maintenant le courant Québec Solidaire aussi, qui ressemble beaucoup au NPD. Avec la plume indépendantiste ajoutée. Si QS et le NPD décidaient d'avoir une tolérance l'un envers l'autre, si le NPD développait sa version du nationalisme québécois, j'ai l'impression que plusieurs mettraient l'une des cartes de membre dans la poche de la blouse, et l'autre dans la poche des jeans.

Les 59 députés néo-démocrates québécois ne sont pas des sujets de portraits dans *Le Devoir*, ils ne sont pas souvent invités dans les panels de Radio-Canada, à Télé-Québec. (J'ai trouvé un seul média pour observer leur travail, le canal parlementaire CPAC, 174 et 175 sur le câble.) C'est comme si aucun coin du territoire de la gauche au Québec n'était occupé par eux. Je ne suis pas actif dans le NPD moi-même, je n'ai pas le rapprochement des deux moitiés sur mes épaules à moi. Mais j'aimerais voir la nouvelle pensée néo-démocrate entrer dans le débat social. J'aimerais la voir contrainte de développer ses idées sur les Deux Nations.

Le mariage de la gauche à l'idée indépendantiste est une longue tradition. Mais le peuple, en mai 2011, a pensé autrement. À cause de la verve de Jack Layton? C'est certain. Mais peut-être aussi à cause du passé progressiste du parti? De l'impopularité de Michael Ignatieff? De la fatigue du Bloc? Du grand conservatisme de Stephen Harper? Tout ça a joué.

Justin Trudeau redonne de l'espoir aux Libéraux. Mais la pensée néo-démocrate est là maintenant. La carte de mai 2011 - la pensée néo-démocrate tient cette carte dans ses mains. C'est une carte puissante si le mouvement arrive à se couvrir ensemble.

Et la justice sociale est une valeur qui est présente dans les deux nations. Les *CUPE People* que j'ai rencontrés la semaine dernière au Panetier ne comprennent pas beaucoup le Québec.

Mais ils comprennent ça.

«L'importance de tous ces députés québécois, je vois ça plus clairement maintenant»



Entre ciel et terre

La Maison Hamel-Bruneau présente une exposition rétrospective de la peinture de Jocelyn Gasse. Des années 70 à aujourd'hui, le visiteur accède à son univers de scènes urbaines et pastorales fait d'ombre et lumière.

Par **Michaël Lachance**

Peintre et enseignant bien connu du milieu de l'art au Québec, Jocelyn Gasse est un touche à tout qui a plutôt bien réussi partout où il est passé. Citons le commissaire de l'exposition, Dany Quine, qui décrit admirablement bien le travail de l'artiste dans le catalogue consacré à la rétrospective: « Fusionnant sans ambages les temps passés et présents tout en entretenant les visions eschatologiques et les scènes idylliques, il élabore ainsi une iconographie à la fois sombre et incandescente qui ne cesse de surprendre. » Le peintre nous habitue à des scènes apocalyptiques tout en y laissant une pointe drôle et ironique ici et là. C'est comme si l'artiste se moquait du diable... D'ailleurs, dans la pièce de théâtre *Le Diable et le Bon Dieu*, de Jean-Paul Sartre, une réplique du protagoniste Goetz est ludique et s'applique ici au travail de Jocelyn Gasse: « Je me moque du Diable! Il reçoit les âmes, mais ce n'est pas lui qui les damne. Je ne daigne avoir affaire qu'à Dieu, les monstres et les saints ne relèvent que de lui. »

L'enfance de l'art

Né à Québec en 1949, l'artiste, qui grandit dans un quartier dénommé le Petit-Village, peuplé essentiellement d'Acadiens et situé dans l'actuel arrondissement de Beauport, ne lésine pas et, dès l'aube, il fait la promesse d'un grand talent pour l'observation. À 16 ans, vers 1965, il croque une esquisse du Port de Québec, une encre sur papier nommée « Anglo Pulp », qui révèle l'œil avisé, voire acerbe, du

peintre que l'on devine déjà. Après avoir suivi une formation à l'École des beaux-arts de Québec, Jocelyn Gasse entame une carrière professionnelle en 1974, en se risquant à la performance et à la pratique d'une peinture formaliste, privilégiant l'abstraction géométrique à la Mondrian. Son parcours, jalonné sur plus de quatre décennies de création intense, montre combien l'artiste fut déchiré entre une pratique formelle, plasticienne et une pratique expressionniste, teintée d'ombre et de lumière. Classer le peintre est donc une pratique impossible, il est en marge de tous les courants plastiques. A contrario, il les incarne tous. Jocelyn Gasse est en soi un paradigme insondable.

Le peintre semble avoir fait les parcours à contrecourant. Il débute comme performeur, puis plasticien dans la mouvance post-plasticiennes de Montréal, tels Molinari, Juneau ou Toussignant, une école qui lui sied bien et dont les propositions plastiques auraient pu s'accrocher à celles de l'exposition des plasticiens de Montréal, présentée l'an dernier au Musée national des beaux-arts du Québec. Formaliste dès les premières heures, il se détourne rapidement de ce mouvement pour expérimenter une peinture vivante, pleine d'expression. Des tableaux particuliers où le diable semble déjeuner sur l'herbe à côté d'une voiture Pontiac Firebird qui fond entre trois coups de spatules, où un immeuble, un chaton ou une piscine hors terre se côtoient, entre l'apocalypse et l'enfer. Cela

« Il n'est rien que tes yeux aient découvert d'aussi notable que le présent ruisseau, au-dessus duquel meurent toutes les flammes. »

– Dante Alighieri, *La Divine Comédie, L'Enfer XIV*



Jocelyn Gasse et un de ses tableaux.

PHOTO THOMAS LAMADIEU

dit, loin d'être une peinture sombre - bien au contraire -, chez Gasse, le souci n'est pas de livrer un sujet à la facture sociale,

site se termine, c'est une impression de nostalgie qui nous habite. Un sentiment qu'au-delà des tourbillons de la vie mouvementée, par-dessus le cynisme habituel, un romantisme intemporel habite toutes les œuvres poétiques de Jocelyn Gasse.

Cette rétrospective, qui débute avec des petits dessins de Monsieur Gasse enfant, alors qu'il a tout au plus 4 ou 5 ans, n'est pas anecdotique. Tant s'en faut, c'est le pan complet de sa vie de peintre, une pratique échelonnée sur plus de 40 ans de carrière que propose la maison Hamel-Bruneau. Au 2608, chemin Saint-Louis. On peut voir l'exposition du mercredi au dimanche de 13h à 17h, jusqu'au 22 décembre. Entrée libre.

catastrophiste ou engagée, au contraire, son travail épouse plutôt des sujets fantastiques oscillant entre fiction et réalité plus proche de la poésie formelle, voire romantique, que de la simple représentation plastique. De même, lorsque la vi-

Le cœur est une valeur mobilière

Par **Michaël Lachance**

Le chroniqueur pigiste multiplateforme de Québec David Desjardins est un sprinter bien connu dans la Capitale nationale. Versatile, touche à tout, il œuvre à l'écrit depuis 2002, débutant la plume à *Voir*. Il a auparavant été chroniqueur les midis à CHYZ FM, la radio de l'université Laval. Amateur de cyclisme, il pianote pour *Vélo-Mag*, épris d'actualité, il bosse pour la revue du même nom, et depuis peu, il chronique au journal *Le Devoir*. Un parcours journalistique atypique, telle une longue patience, dont la maison d'édition *Somme toute* partage le parcours.

C'est effectivement un florilège des chroniques de Desjardins écrite entre 2005 et 2013. Une sélection des meilleurs efforts divisés comme un concerto en trois mouvements: *Chroniques du grand méchant nous* (politique et société), *Chroniques pour apprendre à vivre* (Culture et éducation) et *Chroniques inutiles* (Le rien). Chroniqueur de l'humeur, sur tout près de 300 pages, on assiste à la naissance d'un auteur. Dans *Le cœur est une valeur mobilière*, il invite à revisiter tout un pan de ses chroniques, au diapason des différents sujets qui ont touché l'actualité du Québec au cours des dernières années. Car, si l'ancien rédacteur en chef du *Voir Québec*

tenait un éditorial où Québec fut sans conteste un personnage, l'auteur n'a jamais sombré dans la chronique régionalo-centriste. Bien au contraire, ce qui distingue Desjardins au *Voir*, c'est, d'une part, cette liberté de plume qui ne lui confère aucune obligation éditoriale et, d'autre part, cette même latitude ne le campe pas plus à gauche qu'à droite, pas plus au centre, qu'en bas, pas plus Québec que Montréal, il chronique selon son humeur sur tout et rien, à la manière impressionniste.

Timide dans la vie - se gardant toujours une gêne -, David Desjardins n'a jamais eu la prétention à l'écriture de fiction. Une modestie qui lui sied bien et, lorsque l'on visite ou revisite ses chroniques, on comprend davantage. Je me rappelle avoir découvert, grâce à lui, le sombre et lumineux écrivain cubain Pedro Juan Gutiérrez. Un Bukowski à la plume hallucinante. David est un personnage généreux et n'hésite pas à tout partager, ou presque. Sensible par nature à tout ce que la culture ou la contreculture a à offrir de mieux, ses influences ne sont jamais dissimulées. Au contraire, dans ses chroniques, elles fusent de partout. De fait, chez Desjardins, ce n'est pas tant de l'humilité qu'un hommage et un respect sans borne au métier fou d'écrivains, de musiciens, de peintres ou columnists, c'est selon; de tous ces marginaux qui

vivent de la création, de tous ces « self-made-men » de la vie qui n'ont pas choisi de raccourcis pour exister.

David est avant tout un créatif. Toujours à dégoter une phrase, un cliché, une métaphore qui frappe de plein fouet, là où l'on ne s'y attend pas. D'ailleurs, à la lecture des chroniques, l'exercice de recenser tous les noms d'artistes explicite beaucoup son auteur et ses influences. De même, recenser tous ces noms inconnus, d'emprunts, ces personnages de l'ombre est un implicite des valeurs de son auteur. *Le cœur est une valeur mobilière* est l'expression d'une substance achronologique, celle du temps désordonné qui passe, de la banalité d'un réveil matinal, comme de la somptueuse infatuation de l'homme d'opinion, sur le « payroll » pour des idées. Lucide, l'auteur est très conscient du risible, tout comme de l'absurde, d'une prétention au sérieux que suppose le travail. Bien au contraire. D'ailleurs, Nietzsche écrivait dans *Par delà le bien et le mal*: « Le talent peut être un ornement, et l'ornement une cachette ». Desjardins montre-t-il tout, dit-il tout pour mieux dissimuler? Bref, par respect et modestie pour tout ce qui vit, pour l'inéluctable tragique de la condition humaine, l'auteur se garde des réserves. La prétention pour l'écriture fictionnelle ne le taquine pas pour l'instant, mais, sait-on

jamais, cela pourrait lui tenter un jour. Comme écrivait Bukowski, et ici fort à propos: « personne ne devrait avoir le droit d'écrire avant 50 ans, pour faute de rien à dire ». Comme un concertiste de métier, David Desjardins aspire sans doute à cette maturité particulière que l'on rencontre chez ces acharnés têtus, ceux et celles qui repoussent sans cesse leurs propres limites afin d'atteindre une cime, dont le faite psychologique est insondable.

Le cœur est une valeur mobilière est en vente dans toutes les librairies encore vivantes



David Desjardins.

PHOTO GUILLAUME D. CYR

Pour renouveler la démocratie : le municipalisme libertaire

La réédition de ce classique de la pensée libertaire tombe à point nommé. À l'heure où le monde municipal traverse une crise sans précédent et où le niveau de confiance des citoyens à l'égard des institutions chute de façon vertigineuse, *Le municipalisme libertaire* apporte un vent de renouveau démocratique.

Projet politique élaboré par le philosophe Murray Bookchin (1921-2006), pour donner une armature institutionnelle à son programme d'écologie sociale, le municipalisme libertaire propose une solution de rechange radicale à nos démocraties représentatives en déliquescence : une démocratie participative, directe, exercée au niveau local grâce à une profonde décentralisation du pouvoir. En quinze courts chapitres, Janet Biehl présente avec clarté cet ambitieux projet, dans ses aspects tant théoriques que pratiques.

À la différence de beaucoup d'anarchistes, Bookchin reconnaît un rôle aux institutions politiques, du moment qu'elles favorisent la liberté. Les municipalités recèlent selon lui un tel potentiel. Celles d'aujourd'hui ne sont qu'un pâle reflet des fières cités qui, de la polis athénienne aux *towns* anglo-américains en passant par les villes médiévales, ont fait le pari de l'autogestion citoyenne. Janet Biehl en retrace l'histoire, à la recherche non pas de modèles, mais de matériaux pour reconstruire un champ politique dynamique dans le cadre d'une confédération de municipalités, la « commune des communes ». Elle détaille ensuite les défis concrets qui attendent un mouvement municipaliste, notamment l'opposition inéluctable du système capitaliste et de l'État-nation.

Cette nouvelle édition propose une traduction entièrement révisée ainsi qu'une nouvelle préface par une spécialiste d'Aristote et de la pensée anarchiste, Annick Stevens.

Repenser l'économie pour sortir de la crise

Septembre 2008. La banque d'investissement *Lehman Brothers*, dont la valeur s'élevait à 635 milliards de dollars, déclare faillite, donnant le coup d'envoi à la pire crise économique depuis celle des années 1930. Sur la planète économique, le marasme est tel que tous les analystes y vont de leurs conjectures pour expliquer ce qui a fait défaut, et même le *Financial Times* déclare dans un de ses articles : « la crise du crédit a détruit la foi dans l'idéologie du libre marché qui a dominé la pensée économique pendant une décennie. Mais par quoi devrions-nous la remplacer ? » Puis, la grande panique cède la place au grand déni. Après avoir timidement interrogé l'avenir du capitalisme, l'élite économique et politique a préféré procéder au grand sauvetage et relancer la machine.

Or, pour David McNally, la crise économique et financière de 2008 n'est pas le résultat d'une quelconque défaillance du système; ses causes profondes résident dans la nature même du capitalisme. Et loin d'être derrière nous, cette crise a inauguré une période marquée par l'adoption de mesures d'austérité dont les classes laborieuses et marginalisées sont les principales victimes. Elle nous a plongés dans une véritable « panne globale ».

Construit tel un casse-tête pour appréhender la crise dans toute sa complexité et son ampleur, *Panne globale* s'attache à en examiner la signification historique, remontant le temps pour en saisir les germes et analysant au passage cet aspect distinctif du capitalisme néolibéral : la financiarisation de l'économie. S'éloignant des discours opaques des économistes orthodoxes, McNally souhaite sortir le public de son analphabétisme économique et s'applique à mettre en lumière les dynamiques à l'œuvre d'une crise sonnant véritablement le glas de la période d'expansion néolibérale.

En cette nouvelle ère d'austérité, l'auteur plaide pour une résistance à la panne globale. « Les luttes portant sur la manière de sortir de cette crise vont certainement influencer la politique et l'économie pour au moins une génération. En un sens éminemment profond, donc, le présent est histoire. »



Janet Biehl
Le municipalisme libertaire
La politique de l'écologie sociale
Éditions Écosociété
Année : 2013
208 pages



David McNally
Panne globale
Crise, austérité et résistance
Éditions Écosociété
Année : 2013
304 pages

Renauderie

Le garage

Par Renaud Pilote

Une bordée de neige inattendue. La première. Aussitôt, le téléphone ne dérouge pas, tous voulant faire poser leurs pneus d'hiver en vitesse. « Plus de rendez-vous possible avant deux semaines malheureusement, ma petite madame. Il fallait appeler il y a trois heures. » L'équipe du garage Pelletier était pourtant si paisible avant cette débauche d'impatience, astiquant le train-train quotidien en sirotant une eau-de-vaisselle (deux crèmes, un sucre) dans des verres en styromousse. Ce jour-là, à la vue de ce gros nuage de novembre, ils avaient rempli de peanuts barbecue le distributeur mécanique et s'étaient assurés de la bonne saleté de leurs torchons : c'est dans ces petits détails que l'on acquiert la réputation de pro, ils ne le savent que trop bien. Nous, c'est le jour même du rendez-vous et on se pense bien fins d'avoir choisi ce jour-là pour y aller.

Alors que Mario Pelchat s'époumone entre deux annonces de sirop pour la toux à la radio locale, Mario Pelletier raccroche le combiné et s'installe sous un éconoline jacké à six pieds dans les airs, puis tapoche d'une main ferme le tuyau d'échappement afin d'entreprendre l'inspection en 38 points achetée à 50% par un client à l'occasion de la vente anniversaire. Stéphane Pelletier l'assiste en balançant les pneus, fraîchement permutés, de l'autre véhicule suspendu dans le garage qui abrite deux « lifts » dans la force de l'âge. Quant à lui, Michel Turgeon (un ami de la famille?) a pris le relais sur le téléphone tout en cherchant à passer une commande d'enjoliveurs usagés sur un site spécialisé. L'après-midi accumule les centimètres et de la zone d'attente, on en surprend un à siffloter avec abus de trémolo un air joyeux connu (de lui seul), nous confirmant ainsi que Pelchat pleure sa vie en vain du haut de son haut-parleur mono.

Parlant de zone d'attente, pas de Martin Matte ni de Guillaume Lemay-Thivierge ici : seul un article avec Michel Barette sur « dans le temps que c'était l'fun » dans le *Lundi* fait office de représentant du Star Système automobile québécois. Je me rabats sur un rôle de Ricardo pendant qu'un écran plat diffuse en direct de Daytona Beach les virages à gauche d'une course de NASCAR tout aussi plate. Stéphane sort de l'ancre et nous avise de but en blanc que notre galiper chie sur un temps rare. Je sais qu'il sait ce que c'est qu'un galiper et moi je sais qu'il n'est pas garanti, alors nous obtempérons pour le changer, sans trop de dépit de notre part, car à quoi aurions-nous pensé en ayant un char... Mario nous affirme que l'auto va être correcte pour l'hiver et je le crois plus que si c'était Martin Matte qui me le disait en palindrome.

Le soleil décline tranquillement sur la fin d'après-midi du quartier industriel et rien n'est trop prévu pour le souper encore. Sur le boulevard commercial, on envisage la commande à l'auto mais on se ravise : on ira à l'épicerie à pied une fois revenus au centre-ville.

1- Un classique de François Pérusse

Droit de parole

Adhésion ou abonnement

Nom (personne responsable) :

Adresse :

Téléphone :

Courriel :

L'ABONNEMENT DONNE DROIT À 9 NUMÉROS DE DROIT DE PAROLE

Abonnement postal individuel	15 \$
Abonnement de groupe (minimum de 5; livraison du journal au local de l'organisme)	75 \$
Abonnement institutionnel (par la poste)	10 \$
Adhésion individuelle	10 \$
Adhésion institutionnelle	25 \$

LES MEMBRES PROFITENT D'UN RABAIS AVEC LEUR ADHÉSION

Abonnement et adhésion (individus)	20 \$
Abonnement et adhésion institutionnel (organismes)	30 \$

Retournez le paiement en chèque ou mandat-poste à :

Journal Droit de parole – 266, St-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2 | (418) 648-8043 | info@droitdeparole.org | droitdeparole.org

Appuyez la presse libre !

Devenez membre de Droit de parole

DU 6 AU 16 NOVEMBRE

Journées québécoises de la solidarité internationale

Thématique cette année : « Faut se parler ». Ces journées sont organisées en concertation avec des organismes de la région de Québec. Voir la programmation sur [Média reseauforum.org](http://Media.reseauforum.org)

12 NOVEMBRE

Projection-débat « Ne vivons plus comme des esclaves »

Le collectif Subvercité présente le documentaire militant portant sur la crise en Grèce et, surtout, sur les alternatives. Venu des catacombes grecques, un murmure traverse le continent dévasté : « Ne vivons plus comme des esclaves » Sur les murs des villes et sur les rochers des campagnes, sur les panneaux publicitaires vides ou détournés, dans les journaux alternatifs et sur les ondes des radios rebelles, dans les lieux d'occupation et d'auto-gestion qui se multiplient, tel est le slogan que la résistance grecque diffuse, jour après jour. Un grand bol d'air frais, d'enthousiasme et d'utopies en marche, venu de la mer Égée. À 19h30, au bar-coop l'Agitée, 251 Dorchester. Entrée libre.

13 NOVEMBRE

« Histoire du train et des tramways dans la ville de Québec »

Conférence dans le cadre du centenaire du Tracel de Cap-Rouge. À 19h30 à l'église St-Félix de Cap-Rouge, 1460 rue Provencher, Québec.

14 NOVEMBRE

Femmes du sud, femmes du nord, agentes de changement.

Dans le cadre des Journées québécoises de solidarité internationale, le CAPMO présente, en collaboration avec Carrefour Tiers Monde, une animation suivie d'une discussion. À 18h30, au 435 rue du Roi.

14 NOVEMBRE

Assemblée générale de Droit de parole

Bienvenue à nos membres et à ceux et celles qui veulent le devenir! À 19h, 266, rue Saint-Vallier Ouest.

16 NOVEMBRE

Non à l'oléoduc

Stop Oléoduc Capitale-Nationale. Manifestation contre la construction du pipeline. Créons un mur d'opposition aux oléoducs (apportez des boîtes de carton). 13h à la Place d'Youville.

16 NOVEMBRE

Déjeuner conférence L'entraide et la prostitution

La Maison de Marthe vous invite à un déjeuner-conférence avec Mme Rose Dufour docteure en anthropologie et auteure d'un ouvrage de référence sur la prostitution. Son approche novatrice est basée sur trois concepts clés qui consistent à mobiliser les femmes en elles-mêmes, à les mobiliser entre elles et à mobiliser la collectivité pour elles. Contribution volontaire. Pour réservation : 418 527-5845; 418 871-7868 ou au presbytère au 418 871-8898. À 8h30.

17 NOVEMBRE

Manifestation contre l'austérité

Face aux mesures d'austérité imposées par le gouvernement du Parti Québécois, unissons-nous et sortons dans la rue. Une invitation du Front régional d'action à Québec de l'ASSÉ (FRAQ-ASSÉ). Pour plus d'informations, austerite.org

19 NOVEMBRE

Activités de l'EnGrEnAgE de Saint-Roch

En plus de discuter des enjeux du quartier Saint-Roch, des grandes fêtes et autres réalisations de l'EnGrEnAgE, assistez au lancement du Vox pop citoyen de Saint-Roch, tourné lors du Parvis en fête. Au Tam Tam Café (421 boulevard Langelier) dès 17h. L'assemblée débutera vers 17h30. Confirmer votre présence avant le 15 novembre car il y aura un léger goûter! 418 525-6187 poste 223, ou engrenage@gmail.com

22 NOVEMBRE

Activité de financement Zumba au profit du comité d'aide aux femmes sourdes de Québec

Aidez-nous à faire de cet événement une réussite! Party Zumba au profit du Comité d'aide aux femmes Sourdes de Québec. De 19h à 20h30 Patro de Charlesbourg, 7700, 3e avenue Est, 12\$ à l'entrée

23 NOVEMBRE

Anniversaire de l'ADDSQM

Bonne fête à l'Association de défense des droits sociaux du Québec-métro

(ADDSQM) pour ses 40 ans de lutte au service des plus pauvres de Québec. Pour l'occasion, une tournée en autobus est organisée, suivie d'un dîner communautaire. Pour plus d'info : 418 525-4983.

23 NOVEMBRE

5e anniversaire de « Je suis féministe »

En ces temps de divisions, réunissons-nous pour célébrer ce qui nous unit. De 15h à 17h à l'Agitée, 251, rue Dorchester.

23 NOVEMBRE

Récital de poésie punk



Edmé Étienne chante l'amour et l'eau fraîche. En première partie: Renaud Pilote et Stéphanie Lapointe. 19 h. à la Librairie St-Jean-Baptiste. Contribution volontaire.

25 NOVEMBRE

Réalisation de murales avec le Centre Jacques Cartier

Apprendre l'art de peindre une murale? C'est ce qu'offre le Centre Jacques-Cartier, un organisme qui offre aux jeunes adultes âgés entre 16 et 30 ans une alternative d'apprentissage stimulante dans un contexte communautaire valorisant. Inscription obligatoire: avant le 15 novembre au 418 523-6021, poste 24 Lucy Gélinas ou : Formation-cjc@qc.aira.com

25 NOVEMBRE

Confection de produits naturels

Venez vous initier à la fabrication de produits de santé faits maison à base de plantes médicinales (onguent, baume à lèvres, etc.). Les places sont limitées à 10 personnes. La halte-garderie sera disponible sur inscription. À 18 h, à Mères et Monde, 727, 8e Avenue, Limoilou.

27 NOVEMBRE

Conférence sur l'exploration pétrolière dans le golfe du Saint-Laurent

Les Amis de la terre présente le conférencier, Sylvain Archambault, co-fondateur de la Coalition Saint-Laurent. Il tracera un portrait du golfe du Saint-Laurent, un écosystème unique au monde. Des projets d'exploration pétrolière menacent toutefois de le transformer radicalement. À la Salle Michel Jurdant (322), Centre Frédéric Back, 870 Salaberry. Contribution volontaire de 2\$ à 5\$. Organisée en partenariat avec Nature Québec, membre de la Coalition Saint-Laurent.

27 NOVEMBRE

Charte des valeurs québécoises

Débat avec Jocelyn McClure, Louise Mailloux, Alain Bouchard, Modératrice : Catherine Lachaussee, animatrice à Radio-Canada. Animation : Michèle Gagnon. À 19h, à la salle Sylvain Lelièvre du Cégep Limoilou.

27 NOVEMBRE

Dixième anniversaire du cercle Gabriel Garcia Marquez

5 à 7 culturel, suivi de la rencontre à 19h avec André Jacob qui nous entretiendra de son dernier ouvrage *Emilio, enfant soldat et héros oublié*, un album illustré qui se présente sous la forme d'un « journal personnel » récemment publié chez ISATIS. À la bibliothèque Gabrielle-Roy,

27 NOVEMBRE

Manifestation du FRAPRU à Ottawa

La Fin des subventions fédérales dans le logement social, ça concerne tout le monde! Ottawa ne doit pas abandonner les gens qui habitent en logement social. Rassemblement, à 13h à Ottawa. Informez-vous auprès du CCQSS au 418 529-6158

5 DÉCEMBRE

5 à 7 de Droit de parole

L'équipe de votre journal vous invite à un apéro au bar Le Sacrilège, 447, rue St-Jean. Venez appuyer votre mensuel préféré!

5 DÉCEMBRE

Du théâtre pour le 30e anniversaire de Rose du Nord

Pièce de théâtre pour célébrer les luttes et l'histoire du Regroupement des femmes sans emploi du Nord de Québec. À 19h à la salle Multi du Complexe Méduse. Réservez une place au 418 622-2620. Premières personnes arrivées, premières personnes servies! rosedunord.org.

Fonds de solidarité des groupes populaires

Combat des chefs solidaires

4 décembre 2013

Sous la présidence d'honneur du Chef Jean Soulard

Billets: fsgpq.org/chefs

Venez encourager vos équipes!



Desjardins
Caisse d'économie
solidaire

Centrale des syndicats
du Québec



COMPLEXE
PLACE
JACQUES-CARTIER



Québec
Agnès Maltais
Députée de Taché
Ministre du Travail,
de l'Emploi
et de la Solidarité sociale

leSoleil



QUÉBEC
HOTEL PUR



Cynthia Bouchard
PHOTOGRAPHE